



« Maintenant, tout de suite, 3000 AESH pour le Val-de-Marne ! »

Jeudi 15 janvier : des dizaines d'écoles fermées, des centaines d'enseignant.es et d'AESH en grève et au rassemblement au Ministère !

Jeudi 15 janvier, à l'appel de nos organisations syndicales, plusieurs dizaines d'écoles étaient fermées (Fresnes, Vitry-sur-Seine, Champigny-sur-Marne, Thiais, Villejuif, ...) et plusieurs centaines d'enseignant.es et AESH étaient en grève pour dénoncer le manque de moyens pour les élèves en situation de handicap de notre département, « Pour des AESH dans nos classes, tout de suite ! Pour le respect des notifications MDPH ! ».

Cette grève a obtenu le soutien des parents d'élèves, des agents territoriaux et des enseignant.es du 2nd degré dont les syndicats – SNFOLC, SNES-FSU, CGT Éduc'action et Sud Éducation – ont appelé à la grève le 15 janvier, sur nos revendications communes, ainsi que des Unions Départementales CGT FO FSU Solidaires.

Entre 400 et 500 enseignant.es et AESH se sont rassemblé.es, jeudi 15 janvier, place Bainville, à proximité du ministère de l'Éducation nationale aux cris de « **Maintenant, tout de suite 3000 AESH pour le Val-de-Marne !** » « **les milliards pour les AESH pas pour les porte-avions** » ou encore « **un vrai statut un vrai salaire** ».

Reprisant les mots d'ordre syndicaux, enseignant.es et AESH ont montré, par la grève et lors du rassemblement, leur détermination à faire entendre leurs revendications et à être reçus par le ministère.

Compte-rendu d'audience ministérielle du 14 janvier 2026

A la suite de la demande faite par nos organisations syndicales d'être reçues au ministère jeudi 15 janvier, la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du Ministère de l'Éducation nationale a répondu, le 13 janvier (après avoir pris connaissance de l'importance de la grève à partir des remontées des intentions faites par les circonscriptions), qu'une audience serait accordée à nos syndicats le lendemain, mercredi 14 janvier à 14 heures. **C'est bien la grève et les milliers d'enseignant.es et AESH, qui ont annoncé en masse leur intention d'être en grève le jeudi 15 janvier, qui a amené le Ministre à nous faire recevoir !**

Deux représentant.es de chacune de nos organisations se sont rendu.es en audience, reçu.es par trois représentants du ministre, qui ont indiqué nous recevoir à sa demande.

Durant une heure quarante-cinq, nos organisations syndicales :

- ont exposé le **contexte de rentrée durant lequel un nombre inhabituellement important d'écoles se sont mises en grève**, parfois pendant plusieurs jours, pour exiger un recrutement immédiat des AESH nécessaires pour accompagner leurs élèves, conduisant à l'organisation de plusieurs assemblées générales intersyndicales départementales et locales, à des réunions parents-enseignant.es, ...
- ont dressé la **situation désastreuse du 94**, l'illustrant par des situations d'élèves, de personnels et d'école en souffrance du fait du non-respect des notifications MDPH et de la mutualisation
- ont défendu la **plate-forme revendicative commune**, exigeant, notamment, le **recrutement immédiat et en urgence de 3 000 AESH et que des dispositifs et classes spécialisées** soient ouverts à hauteur des besoins
- ont dénoncé l'**« enveloppe fermée »** qui aboutit à déshabiller certaines écoles pour faire face aux urgences dans une autre, et ont précisé qu'elles n'accepteraient pas que se reproduise la situation de l'an passé, avec une absence totale d'enveloppe de recrutement d'AESH entre janvier et septembre 2025 !
- ont rappelé l'**exigence commune d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH, avec une grille de salaire** leur permettant de vivre dignement de leur travail !

Les trois représentants du ministre ont confirmé la situation désastreuse de notre département : selon eux aussi, « tous les indicateurs sont au rouge », ... S'agissant des revendications des AESH, l'une des représentantes du ministère a précisé les différentes mesures prises depuis 2017 (cédéisation possible au bout de trois ans, versement de la prime REP/REP+, grille salariale de 11 échelons, ...) convenant que « cela n'était pas suffisant » !!!

Pour autant, si le constat était « partagé », **les représentants du ministre n'ont apporté aucune réponse à nos revendications légitimes !** Nos interlocuteurs se sont retranchés derrière le fait que le budget était en discussion et dont « on ne sait pas ce qu'il en sera » ! Le ministère prétend que des solutions seront trouvées lors d'une grande conférence nationale du handicap dont on peut déjà prévoir l'issue : des grandes annonces et rien de concret !

Nos syndicats ont demandé à être reçus une nouvelle fois, le lendemain, pour obtenir des réponses concrètes, avec une délégation de personnels de l'Éducation nationale qui pourront faire état de leur situation et de celle de leur école. Il nous a été répondu que notre demande sera relayée auprès du ministre.

Nos organisations syndicales n'acceptent pas l'absence de réponse aux revendications légitimes des collègues !

Amplifions le rapport de force !

La grève du 15 janvier est un avertissement pour le Ministre et le gouvernement. Ils en ont d'ailleurs bien mesuré l'importance et la signification en recevant la délégation. **Mais nous ne demandons pas une posture compréhensive, nous demandons nos droits, nous exigeons le respect des notifications MDPH et pour cela la création immédiate des 3000 AESH indispensables qui manquent cruellement au département.** Nous exigeons le statut de fonctionnaire maintenant pour les AESH !

Aussi, face aux conditions scandaleuses de scolarisation faites aux élèves en situation de handicap dans notre département, les organisations syndicales du Val-de-Marne appellent à amplifier la mobilisation en cours et à organiser la suite de la grève pour gagner sur toutes nos revendications !

Si le ministre ne répond pas sur les 3000 postes d'AESH indispensables maintenant pour le département,

S'il ne propose pas de solutions adaptées à la hauteur des besoins des 500 élèves du département qui bénéficient d'une notification de la MDPH pour une structure médico-sociale et qui sont accueillis en classe banale par défaut,

S'il persiste à refuser le statut de fonctionnaire de catégorie B et le salaire à temps complet pour 24h d'accompagnement pour les AESH,

Alors il ne nous laisse pas d'autre choix que de convoquer des assemblées dans toutes les écoles, collèges et lycées pour discuter ensemble enseignant.es, AESH, parents, de préparer, d'organiser dans l'unité avec nos organisations syndicales le blocage de nos écoles par la grève, dans l'unité des enseignant.es et des AESH avec nos organisations syndicales sur notre plateforme commune, de la grève avec les agents territoriaux des écoles, animateurs, ATSEM qui sont confrontés aux mêmes problématiques, de la grève avec le soutien des parents et de leurs associations, pour :

- Le recrutement d'AESH à hauteur des besoins pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées**
- La création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels, avec un salaire à temps complet pour 24 heures d'accompagnement des élèves en situation de handicap ;**
- La création massive de postes d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME... de psychologues scolaires, d'infirmier·e·s, de médecins, d'assistantes sociales.**
- Le respect des orientations dans les dispositifs ULIS (TSA, TFC, ...), UEEA, UEMA et l'augmentation du nombre de personnels titulaires à hauteur des besoins notifiés par la CDAPH.**
- L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation ; l'abandon des PAS !**